

*Mouvements politiques autochtones, dynamiques
interethniques et indianité ostentatoire en Amazonie*



Photo : Edgar Kanaykô/ Cobertura Colaborativa/ Apib

Colloque de l'ANR Amaz
MSH Mondes, Université Paris Nanterre
17-18 janvier 2023

Programme

Mardi 17 janvier 2023

9h30-10h **Accueil**

10h-10h30

Vincent Hirtzel & Philippe Erikson. *Introduction*

Session 1 (modération : **Capucine Boidin**)

10h30-11h

Thomas Mouriès. *Le guerrier awajún et le diplomate shipibo :
deux styles de la politique autochtone en Amazonie péruvienne ?*

11h-11h30h

Chloé Nahum-Claudel. *« Un village de gauche et l'autre de droite » :
le factionnalisme enawenê-nawê sous l'ère de Bolsonaro*

11h30-12h00 **Pause café**

12h-12h30

Elise Capredon. *Le CONPLEI, une organisation amérindienne conservatrice ? Positionnement politique,
relations interethniques et indianité au sein d'une association indigène évangélique*

12h30-13h **Discussion**

13h-14h30 **Déjeuner**

Session 2 (modération : **Irène Bellier**)

14h30-15h

Olivier Allard & Amador Medina. *Une socialité distinctive sans culture visible ?
Mouvement indigène et politique électorale dans l'état Delta Amacuro (Venezuela)*

15h-15h30

Vincent Hirtzel. *Bannières militantes et costume autochtone :
affichages d'indianités à géométrie variable chez les Yurakaré d'Amazonie bolivienne*

15h30-16h **Pause café**

16h-16h30

Raphaël Coliaux. *« Je ne suis pas culturaliste ».
Politique et autochtonie dans le district de Megantoni (Amazonie sud-péruvienne)*

16h30-17h

17h-17h30 **Discussion**

Mercredi 18 janvier 2023

10h-10h30 **Accueil**

Session 3 (modération : **Paul Codjia**)

10h30-11h

Cyril Menta. *Emblèmes communs pour une indianité contrainte ? Diversités et mémoires des relations interindigènes dans le Nordeste du Brésil à partir du cas pankararu, État du Pernambouc*

11h-11h30h

Cédric Yvinec. *Être cacique général pour devenir maître des étrangers (et vice-versa) : enjeux politiques des relations entre Suruí du Rondônia (Brésil) et organisations indigénistes.*

11h30-12h **Pause café**

12h-12h30

Silvia Romio. *Espoirs de « libération » et aspirations au « patronage » dans la réalité politique des Awajún (Amazonie péruvienne)*

12h30-13h **Discussion**

13h-14h30 **Déjeuner**

Session 4 (modération : **Anne Christine Taylor**)

14h30-15h

Clarice Cohn. *Políticas e culturas:mobilizações contemporâneas dos Xikrin do Bacajá*

15h-15h30

Jean-Pierre Chaumeil. *La notion de « couloir politique autochtone » : une limite aux formes conventionnelles du politique*

15h30-16h **Pause café**

16h-16h30

Philippe Erikson. *La nation pacaguara : une autonomie ethnique sous perfusion politique*

16h30-17h

Emmanuel de Vienne. *Une société plurilingue peut-elle parler d'une seule voix ? Le projet de gouvernance générale du Xingu*

17h-17h30 **Discussion**

ANR Amaz : colloque de l'Axe 2
Ajustements et reconfigurations historiques des formes du politique amérindien

Vincent Hirtzel et Philippe Erikson

L'entrée progressive en politique des groupes amérindiens d'Amazonie à partir des années 1980 est inséparable de l'essor d'un tissu d'organisations autochtones régionales et nationales à travers lequel de nombreux groupes ont été amenés à agir ensemble, en se fédérant sur la base d'une indianité ou d'une indigénité partagée. Ce n'est qu'à ce prix qu'il était possible de faire « cause commune », en dépit d'une considérable fragmentation antérieure, voire bien souvent d'inimitiés ataviques. À travers l'étude de cas concrets, ce colloque ambitionne d'examiner les nouvelles dynamiques interethniques entraînées par cette accession des Amérindiens à une scène politique élargie à l'échelle nationale, voire internationale. Seront examinées aussi bien les forces centripètes que les forces centrifuges qui facilitent ou entravent l'émergence de ces nouveaux réseaux d'alliances trans- ou pan-ethniques.

D'un point de vue juridique, les groupes reconnus comme amérindiens le sont tous au même titre. Néanmoins, leur poids politique autant que leur degré de militantisme n'en restent pas moins largement différenciés. On constate par ailleurs une grande diversité des manières d'afficher son indigénité. Si, afin d'asseoir sa légitimité, l'on s'efforce le plus souvent de montrer qu'on est bien doté d'une langue et surtout d'une « culture » propres, les modalités concrètes de cet affichage identitaire peuvent fluctuer. Il conviendra donc de s'interroger également sur ce qui préside à la mobilisation d'artefacts ou de marques (parures, peintures corporelles, armes, vêtements) tantôt singularisantes, tantôt plus fédérantes, autrement dit à l'oscillation entre le particularisme ethnique et l'indianité générique en contexte politique.

Ce colloque visera ainsi à décrypter ce qui se trame derrière l'apparente unité des fédérations. Est-elle fortement conditionnée par l'historique des relations interethniques ? Par la mémoire des traumatismes liés à l'époque des missions, du caoutchouc, des patrons ? Est-il possible d'identifier des « styles » d'investissement politique distincts qui traduisent ou reconduisent les processus historiques régionaux ? Quel rôle (effectif ou symbolique) y occupent les groupes marqués par un isolement volontaire durable et récemment « familiarisés » ? Comment y interviennent les populations riveraines longtemps qualifiées de « détribalisées » ? Dans quelle mesure l'appropriation et l'adaptation « pour soi » d'emblèmes d'indigénité calqués ou empruntés à d'autres groupes érigent-ils (ou non) ces derniers en modèles ? Est-il légitime de considérer que la quête émancipatrice décoloniale contemporaine, promue explicitement dans certains pays, traduit d'une certaine façon un « activisme passéiste » ?

Partant du constat que l'individuation des corps est l'un des enjeux centraux des socio-cosmologies amérindiennes, on se demandera enfin ce qu'il advient-il de cette dimension – largement mise en lumière par l'anthropologie amazoniste classique –, à l'heure où il s'agit de forger non plus des personnes mais des corps politiques, en conciliation avec l'imaginaire occidental de « nation » ? Y-a-t-il rupture, malaise, ou la possibilité d'envisager une continuité dans les groupes concernés entre l'ancienne construction de la personne par le corps et le rituel, et l'affichage d'une identité ethnopolitique par des attributs ostensibles d'indianité tournés vers les autres ?

RÉSUMÉS

Thomas Mouriès (Post-doc, LESC/EREA)

*Le guerrier awajún et le diplomate shipibo :
deux styles de la politique autochtone en Amazonie péruvienne ?*

Les leaders autochtones d'Amazonie péruvienne tendent à mettre en avant un *ethos* guerrier qui trouverait sa source dans la belligérance coutumière des Amérindiens considérés. Cela se lit aussi bien dans les discours que dans la mise en scène de manifestations politiques contestataires. Pourtant, ce « style » guerrier non seulement n'est pas exclusif mais il se trouve modulé chez les leaders par d'autres conduites discursives et corporelles qui donnent au travail politique autochtone toute sa complexité et son efficacité. Il est dès lors possible d'approcher la question des styles de la politique amérindienne à la fois en distinguant différents registres au sein d'un même groupe qu'en comparant différents groupes entre eux. C'est ce que je tenterai de faire dans cette présentation, dont les exemples seront pris en Amazonie péruvienne. D'une part, il s'agira de comprendre comment un groupe chicham, les Awajún, se rattachent sans ambiguïté à une tradition guerrière dont ils tirent explicitement les ressources de leur action et de leur conception politique. D'autre part, la comparaison avec un groupe pano, celui des Shipibo, permettra de mettre en lumière un *ethos* politique comparativement moins confrontationnel et plus diplomatique. Nous explorerons en même temps les soubassements cosmologiques de ces deux styles de conduite politique.

Chloé Nahum-Claudel (University of Manchester)

*« Un village de gauche et l'autre de droite » :
le factionnalisme enawenê-nawê sous l'ère de Bolsonaro*

Le Brésil traverse actuellement une période d'aggravation des conflits internes et de recrudescence du racisme anti-indigène. Simultanément, la majorité des sociétés amérindiennes connaissent aujourd'hui une forte croissance démographique. Quelles dynamiques infra-politiques surgissent-elles dans l'entrecroisement de ces deux processus ? J'aborde cette question à partir l'exemple des Enawenê-nawê, société égalitaire et collectiviste unie depuis au moins un siècle mais qui a commencé à se diviser à partir de 2021. Les jeux d'alliance politique qu'impliquent cette scission sont indissociables de l'insertion des Enawenê-nawê dans le cadre politique et économique du Brésil actuel. En résulte la coexistence d'un nouveau village qui soutient publiquement Bolsonaro, tandis que l'ancien s'affiche désormais comme « un village de gauche ».

Élise Capredon (Université Paris-Cité)

Le CONPLEI, une organisation amérindienne conservatrice ? Positionnement politique, relations interethniques et indianité au sein d'une association indigène évangélique

Parmi les nombreuses organisations amérindiennes qui ont vu le jour au cours des dernières décennies, certaines affichent une orientation religieuse. Au Brésil, c'est notamment le cas du Conseil National de Pasteurs et Leaders Évangéliques Indigènes – CONPLEI, une association qui, comme son nom l'indique, a vocation à rassembler les leaders évangéliques indigènes du pays. Fondé à Brasília en 1991, sous l'influence de missions étrangères, cet organisme interethnique promeut à la fois l'évangélisation des populations amérindiennes et la défense de leurs droits. Point nodal d'un vaste réseau d'associations évangéliques indigènes connectées entre elles à l'échelle amazonienne, le CONPLEI organise régulièrement des « congrès » qui réunissent des milliers de fidèles. Dans cette communication, j'analyserai les enjeux de la formation de ce mouvement indigène « alternatif », les relations interethniques qui s'y nouent ainsi que les contours de l'indianité qu'il valorise. Je tâcherai de montrer qu'aux antipodes des organisations amérindiennes « traditionnelles », généralement alliées aux ONG écologistes, aux secteurs sociaux de gauche et à une frange progressiste de l'Église catholique, le CONPLEI se présente comme une association indigène favorable à l'agriculture industrielle, politiquement de droite et moralement conservatrice.

Olivier Allard (EHESS, LAS) & Amador Medina (Tane Tanae)

Une socialité distinctive sans culture visible ? Mouvement indigène et politique électorale dans l'état Delta Amacuro (Venezuela)

Par rapport au reste du continent, les organisations indigènes au Venezuela au début du XXI^e siècle sont sans doute caractérisées par leur faiblesse. Il s'agit très probablement d'un effet de la politique électorale, devenue omniprésente avec la « révolution bolivarienne », sous Hugo Chávez (1998-2013) puis Nicolás Maduro (2013-) : les organisations indigènes ont été subordonnées au Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV) et la compétition électorale est un facteur de division. Dans l'état Delta Amacuro, où vit l'essentiel de la population warao, on peut toutefois défendre l'idée que la politique électorale s'appuie sur les formes indigènes de leadership, plus qu'elle ne corrompt une solidarité préexistante.

Les Warao n'ont cependant jamais besoin de démontrer leur « indianité » de manière visible : ni rituels, ni ornements, ni peintures corporelles n'apparaissent lors des mobilisations politiques. Autant qu'un effet de l'idéologie bolivarienne, qui les considère des socialistes originaires, on peut comprendre cette absence comme une conséquence de leur isolement

régional : les Warao ne sont pas en contact direct avec d'autres groupes indigènes, avec lesquels ils pourraient s'allier mais avec lesquels ils seraient en concurrence en termes d'indianité plus ou moins visible ou authentique. Le seul critère pertinent est celui de la langue : une personne ne sera jamais reconnue comme warao si elle ne maîtrise pas la langue indigène, qui est parlée au quotidien par la grande majorité de la population. Les femmes et hommes politiques ne peuvent donc pas mobiliser leur « indianité » comme atout (personnel) sans avoir grandi et vécu dans des communautés indigènes.

Vincent Hirtzel (CNRS, EREA/LESC)

Bannières militantes et costume autochtone : affichages d'indianités à géométrie variable chez les Yurakaré d'Amazonie bolivienne

Avec la création de l'État plurinational de Bolivie (2009) les Yurakaré, comme d'autres groupes des basses terres de ce pays, ont participé par l'intermédiaire de leurs organisations représentatives (en particulier leur fédération « matrice » CIDOB) à la montée en puissance de deux emblèmes antagoniques porteurs chacun d'une indianité particulière. En tant qu'allié d'Evo Morales et de son parti (MAS), ils ont contribué à l'étatisation de la *Whipala*, cette bannière à damiers colorés brandie dès les années 1990 par les fédérations de producteurs de coca. Ce drapeau de « l'indianité plurinationale » s'ajoute désormais à la bannière républicaine tricolore de la Bolivie. En 2011, lors du conflit du TIPNIS (*Territorio indígena y parque nacional Isiboro-Sécure*) une partie des Yurakaré a pris ses distances avec Morales en s'opposant frontalement à l'ouverture d'une route coupant son territoire. Ce conflit a permis à un nouveau drapeau d'émerger, estampillé d'une fleur tricolore de *patujú* (un bananier sauvage des basses terres). Arboré aujourd'hui par certains secteurs autochtones des basses terres, ce drapeau est tenu pour un symbole régionaliste et de droite, car il a la faveur de tous les opposants au MAS. Si ces quinze dernières années, les Yurakaré ont participé au déploiement de deux bannières qui s'opposent, ils ont aussi fait usage de casi-drapeaux, apparemment apolitiques : des tuniques d'écorce battue du style de ceux que portaient leurs aïeux. Ce sont aux circonstances très particulières qui ont présidé à ces démonstrations tout aussi ostentatoires, par comparaison au brandissement des bannières partisans qu'on s'intéressera en montrant qu'elles ne sont pas que « folkloriques » : d'une part, elles revêtent un caractère d'exceptionnalité politique, mais d'autre part, traduisent aussi le rapport mémoriel assez complexe que les Yurakaré cultivent à l'égard de leur passé.

Raphaël Colliaux (Post-doc, IFEA)

« Je ne suis pas culturaliste ». Politique et autochtonie dans le district de Megantoni (Amazonie sud-péruvienne)

« Je ne suis pas culturaliste » est une phrase qu'un jeune Ashaninka passé par la faculté d'anthropologie et originaire du « district amérindien » de Megantoni, m'a formulé en diverses occasions. Une première fois sur la place d'armes de Cusco, alors que nous observions des danseurs grimés en Inca à l'occasion d'une fête régionale, et dont il trouvait les tenues surannées. Il l'a ensuite répétée sur le terrain amazonien, tandis que je l'interrogeais sur la mythologie locale. L'entreprise lui semblait vaine : à ses yeux, les Amérindiens doivent désormais consacrer leur énergie à capter des « projets de développement », en se rendant jusqu'à Cusco ou Lima si nécessaire, comme il l'a abondamment fait lorsqu'il dirigeait le vaste village matsigenka de Kirigueti (1600 habitants), constitué autour d'une mission catholique. Toutefois, lorsqu'il se rend dans la capitale des Andes pour des activités politiques ou académiques, mon interlocuteur emporte invariablement sa *cushma* (tunique tissée traditionnelle) ainsi qu'une fiole de *kamarempi* (ayahuasca), en prévision des cérémonies qu'il mène auprès d'un chamane ashaninka établi à proximité des ruines inca de Sacsayhuaman. En retraçant le processus de formation de la « communauté indigène » (*comunidad nativa*) de Kirigueti, du point de vue de ses habitants, et en considérant les modalités d'exercice du politique imposées par ce type de regroupement administratif, j'interrogerai le sens des alliances multi-ethniques et multi-temporelles que, par ses déplacements, ce leader ne cesse de vouloir tisser. Je questionnerai également ses appréhensions de la « culture », de même que les rôles et la visibilité qu'il lui accorde dans le champ politique.

Cyril Menta (Universidade de São Paulo)

Emblèmes communs pour une indianité contrainte ? Diversités et mémoires des relations interindigènes dans le Nordeste du Brésil à partir du cas pankararu, État du Pernambouc

Dans le Nordeste du Brésil, un processus récent de convergence rituelle des populations indigènes succède à un mouvement historique de conversion religieuse. Dépourvus des caractéristiques qui leurs sont communément attribuées – langue, organisation sociale ou politique, pratiques rituelles – les groupes amérindiens de la région sont pendant longtemps officiellement considérés comme « éteints » par les autorités locales et nationales. Dans les années 1920-1930 d'abord, et avec davantage d'intensité à partir des années 1970, des populations apparaissent sur la scène politique nationale afin de revendiquer la formalisation de leur identité indigène et la démarcation d'une terre dont ils auraient l'usufruit exclusif. En l'absence de langues indigènes, l'exhibition de rituels est centrale. Ces relations avec des

représentants d'instances étatiques entraîne un renouveau des relations interindigènes : les Indiens pankararu (État du Pernambouc) se muent en épicerie d'un vaste réseau de circulation rituelle, permettant ainsi à de nombreux groupes de répondre aux attentes de l'organe tutélaire. En se fondant sur des données recueillies depuis 2010 chez les Indiens pankararé (État de Bahia) et depuis 2014 chez les Indiens pankararu, cette présentation sera l'occasion d'évoquer ces circulations rituelles à échelle régionale, ainsi que les mémoires de ces relations interindigènes.

Cédric Yvinec (CNRS, Mondes Américains)

Être cacique général pour devenir maître des étrangers (et vice-versa) : enjeux politiques des relations entre Suruí du Rondônia (Brésil) et organisations indigénistes

Depuis les années 1980, les relations de pouvoir chez les Suruí se construisent, outre sur les relations de parenté, sur le contrôle de sources de revenus monétaires. Celles-ci ont d'abord été représentées par les cultures de rente et par le trafic de bois, des sources qui, aux yeux des Suruí en tout cas, étaient accessibles à tous, dans la mesure où les partenaires étrangers nécessaires (colons des environs) étaient très aisés à trouver. Cependant, à partir des années 2000, deux sources de revenus monétaires ont pris une importance croissante et offrent des revenus plus stables et plus prévisibles : les emplois publics (éducation, santé) et les « projets » environnementalistes ou patrimoniaux. Or ces sources nécessitent de savoir nouer des relations plus complexes et plus solides avec des étrangers plus lointains (administrations locales et nationales, ONG brésiliennes et internationales, et parfois autres populations indigènes). Maîtriser des relations avec les étrangers est ainsi devenu un argument de poids dans une carrière politique. Réciproquement la plupart de ces partenaires étrangers n'acceptent de s'engager à financer un projet que si les leaders qui s'adressent à eux réussissent à les persuader qu'ils sont reconnus comme tels par l'ensemble des Suruí, ou du moins par un ensemble de villages, à travers des titres imprécis (« cacique général », « leader suprême », « président de fédération d'associations », etc.), fondés sur diverses procédures (assemblée générale, élections, visites de leaders d'autres populations amérindiennes, réception dans des rencontres interethniques, etc.). En outre, ces leaders doivent démontrer, tant à l'adresse de leur interlocuteurs étrangers qu'auprès des autres Suruí, une certaine compétence à mettre en scène une indianité générique et un « savoir » suruí, à travers la confection d'ornements et l'organisation de rituels, ce qui requiert le soutien d'autres individus, souvent issus de générations plus âgées. J'essaierai d'analyser ces ressorts de la vie politique suruí récente, notamment à travers l'exemple des carrières de l'un des principaux leaders suruí et de son rival perpétuel, et des discours des soutiens du premier.

Silvia Romio (Pontificia Universidad Católica del Perú)

*Espoirs de « libération » et aspirations au « patronage »
dans la réalité politique des Awajún (Amazonie péruvienne)*

Aujourd'hui, la lutte électorale pour les municipalités (*alcaldía*) est l'un des scénarios les plus éloquentes de la dialectique politique autochtone, autant pour la construction du corps du « leader indigène » que pour comprendre la vision locale du « comment faire de la politique ». La période électorale, en outre, inaugure des formes de luttes locales intra-communautaires, de disputes et de diatribes pour le contrôle du pouvoir parmi des leaders appartenant à une même famille. Ce sont des dynamiques violentes qui, normalement, ne s'achèvent pas avec la proclamation du résultat électoral : celui-ci est plutôt le début d'une nouvelle période de conflits et de revendications, qui se poursuivra tout au long des cinq années suivantes. Tout cela se déroule dans une dynamique complexe, qui comporte certaines dimensions manifestes et d'autres plus implicites : d'une part, les formes de continuités historiques liées au mandat politique avec l'expérience visionnaire ; d'autre part, le rôle couvert par d'autres imaginaires du pouvoir, les attentes sociales et les formes d'exhibition du pouvoir politique qui continuent à être étroitement liées aux langages et aux expressions d'une matrice religieuse.

L'étude ethnographique d'un cas spécifique parmi les Awajún-Chicham de la municipalité d'Imaza (province de Bagua, région d'Amazonas) offrira une illustration exemplaire de cette question et ses complexités à travers l'expérience de maire du fils d'un leader historique awajún, célèbre pour ses qualités de « guerrier » et de « professeur » et par un pouvoir supposé d'« immortalité », mais qui a passé tout son mandat électoral à se défendre contre les accusations et les agressions coordonnées par son pire ennemi, un cousin germain. Cette rivalité a atteint un tel niveau d'agressivité que le maire s'est finalement retrouvé « prisonnier » à l'intérieur même du bâtiment de la mairie. Plus précisément, nous chercherons à explorer l'influence du *messianisme* – et ses expressions les plus récentes – ainsi que de certaines formes de *patronazgo* à connotation religieuse, pour voir s'ils continuent à animer des imaginaires spécifiques et des actions démonstratives du pouvoir politique indigène.

Clarice Cohn (Univerdidade Federal de São Carlos)

*Políticas e culturas:
mobilizações contemporâneas dos Xikrin do Bacajá*

A história recente dos Xikrin do Bacajá, povo indígena da Terra Indígena Trincheira-Bacajá, tem feito com que se confrontem com diversas modalidades de políticas. Desde o contato e a pacificação, passando pelo licenciamento e a construção da Usina Hidrelétrica de Belo Monte e, atualmente, se mobilizando contra a construção de uma mineração a céu aberto em sua região, eles se viram, nas últimas décadas, primeiro com a tutela da FUNAI, logo com novos atores

políticos como empreendedores, outros operadores das políticas públicas e de Estado, tais como de educação e saúde, e o Ministério Público Federal, OnGs, antropólogos, ambientalistas... Neste percurso, os Xikrin revisitaram sua história e seu passado, refletindo sobre os efeitos do contato, e foram elaborando uma crítica à “política dos kuben”, ou dos não-indígenas, em uma antropologia da cultura dos kuben, assim como dos modos de expressar para si e para outros sua cultura. Ou seja, imbricados, os modos xikrin de fazer política e os modos dos kuben têm levado a expressões de si mais etnicizadas - ser Xikrin - em um equilíbrio de ajuste fino com o ser mebengokré, produzindo pessoas e coletivos, em diversas experiências, com maior ou menos sucesso. Tomando esse gancho, o do modo como cultura e política se entrelaçam, proponho discutir alguns casos de encontros e confrontos entre o kukradjà xikrin - frequentemente traduzido por eles por cultura - e o efeito político por eles buscado, o de se fazer mebengokré, em pessoas e coletivos.

Jean-Pierre Chaumeil (CNRS, EREA/LESC)

La notion de « couloir politique autochtone » : une limite aux formes conventionnelles du politique

Au cours de ces dernières décennies, on a assisté à la création de nombreuses fédérations autochtones dans tout le bassin amazonien. Plus récemment (depuis quelques années seulement) on a vu émerger du Nord au Sud de l'Amazonie péruvienne des initiatives autochtones proposant de nouvelles formes de gouvernance – baptisées « Gouvernements Territoriaux Autonomes » – pour faire face à la soi-disant fragmentation territoriale et politique issue des législations gouvernementales précédentes. Dans le même temps, plusieurs groupes autochtones (minoritaires sans doute) semblent s'être engagés dans d'autres voies pour exercer ou aspirer à une même autonomie locale ou régionale, à travers notamment une dynamique de l'informalité et du déplacement (à tendance plutôt linéaire que centrifuge ni centripète).

La présentation se propose d'explorer cette situation à partir du cas des Yagua du « Trapèze amazonien » qui, du point de vue historique mais aussi sur le plan conceptuel, ont toujours coulé le long du couloir de l'Amazone (orienté est-ouest), sorte de « tuyauterie » à dimension cosmologique. Cette proposition devrait nuancer l'apparente unité/uniformité des formes d'organisation politique autochtone ; elle pourrait également apporter un complément (ou une alternative) aux approches classiques faisant de la corporéité (mais les corps ne sont-ils pas aussi faits de tubes ?) l'idiome central des socio-cosmologies amazoniennes, venant ainsi enrichir les discussions sur les régimes ontologiques amazoniens.

Philippe Erikson (Université Paris Nanterre, EREA/LESC)

La nation pacaguara : une autonomie ethnique sous perfusion politique

En 1968, des missionnaires du Summer Institute of Linguistics ont contacté une famille de Pacaguara qui vivait dans des conditions précaires dans l'état de Pando, en Bolivie. Ils les ont rapidement convaincus de les suivre plus au sud, dans l'état du Béni, pour s'y installer avec leurs ouailles chacobo. En raison des fortes similarités linguistiques et culturelles entre les deux groupes, et compte tenu du flagrant déséquilibre démographique en leur défaveur, les Pacaguara ont rapidement été assimilés par les Chacobo, avec qui ils se sont inter-mariés et dont ils ont progressivement adopté la langue. Si le groupe semblait donc promis à disparaître en tant qu'entité distincte, on constate cependant qu'il revient depuis quelques années en force sur la scène médiatico-politique bolivienne. En dépit de ce qui est, de facto, une fusion avec les Chacobo, les Pacaguara sont aujourd'hui officiellement reconnus comme une des 36 nations indigènes de Bolivie. Ils sont représentés par un « Capitaine » élu et, en 2010, le gouvernement d'Evo Morales a instauré un Instituto de Lengua y Cultura-Pacaguara qui vient en quelque sorte entériner leur autonomie. Cette communication, en retraçant l'histoire des relations entre les Chacobo et les Pacaguara, s'efforcera de montrer que la volonté de prolonger artificiellement l'autonomie de ces derniers résulte d'une stratégie savamment orchestrée par les leaders chacobo, notamment dans l'optique de renforcer leur position au sein de la fédération indigène à laquelle ils sont rattachés, la CIRABO (Central indígena de la región amazónica de Bolivia), une branche de la CIDOB (Confederación de pueblos indígenas de Bolivia).

Emmanuel de Vienne (Université Paris Nanterre, EREA/LESC)

Une société plurilingue peut-elle parler d'une seule voix ?

Le projet de gouvernance générale du Xingu

Dans le Territoire Indigène du Xingu (TIX), qui réunit à la fois la société pluri-ethnique du Haut Xingu et des groupes indépendants (Ikpeng, Kaiabi, Yudja), parler d'une seule voix lors des consultations qui accompagnent les projets de développement dans la région (barrages, routes, voies ferrées) est devenue depuis plusieurs années une nécessité. Avec l'aide d'associations indigènes et d'ONG a donc été mis en place une « gouvernance générale » et un « protocole de consultation » destinés à formuler des avis et des décisions communes, et de contrecarrer ainsi la pratique courante de corruption contre signature de tel ou tel cacique local. Les principes politiques et la bureaucratie sous-jacentes à cette innovation sont cependant loin d'aller de soi dans le contexte régional. On essaiera, à partir d'un entretien réalisé avec Mataripe Trumai, jeune représentant d'un village Trumai, de comprendre les enjeux et les limites de cet exercice de démocratie participative xinguanienne.